

RAPPORT N° 235 14 novembre 2005
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat N° 217.02 Jean Deschenaux/
Isabelle Joye concernant la réintroduction des
notes à l'école primaire

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport faisant suite au postulat des députés Jean Deschenaux et Isabelle Joye concernant la réintroduction des notes à l'école primaire.

Ce rapport comprend les chapitres suivants:

1. Situation
2. Rapport et propositions du groupe de travail
3. Résultats de la phase de consultation et de débat
4. Position du Conseil d'Etat

1. SITUATION

1.1 Présentation du postulat

Par un postulat déposé le 19 septembre et développé le 15 novembre 2002, les députés Jean Deschenaux et Isabelle Joye ont demandé au Conseil d'Etat de nommer un groupe de travail pour se pencher, de manière objective, sur les possibilités d'introduire un système d'évaluation qui permette le maintien des notes dans le cadre de l'enseignement primaire francophone et de veiller à ce que le groupe de travail soit composé majoritairement d'enseignants primaires qui pratiquent l'enseignement, afin qu'il prenne en considération l'avis et l'intérêt des parents et celui des enfants.

1.2 Fondement du postulat

Dans le développement de leur postulat, les deux députés estiment que les réformes scolaires en cours ont pour intention de supprimer les notes dans le cadre de l'enseignement primaire, exception faite de la fin de la deuxième année, de la fin de la quatrième année et de la fin de la sixième année. Ils craignent un abandon définitif et complet des notes dans le cadre de l'enseignement primaire, sans débat public ou politique et sans prise en compte de l'avis ou de l'opinion des parents ou des enseignants, alors même que le système des notes donne satisfaction et qu'il est accessible pour l'ensemble des partenaires de l'école.

1.3 Réponse du Conseil d'Etat

Dans sa réponse conjointe à la question Anne-Claude Demierre et au postulat Jean Deschenaux/Isabelle Joye du 23 juin 2003, le Conseil d'Etat clarifie tout d'abord le sens de l'évaluation scolaire et trace son évolution au cours des quinze dernières années. Il rappelle qu'il n'a jamais été dans les intentions de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport de supprimer les notes à l'école, en particulier à l'école primaire. Il explique les raisons qui ont amené le moratoire dans l'application de la réforme liée à la mise en place d'un nouveau carnet scolaire en 5P et 6P: non adéquation des nouveautés proposées avec la loi scolaire et difficultés de procédure engendrée pour le passage du primaire vers le CO par la suppression des notes en cours de 6P.

Le Conseil d'Etat évoque également les travaux conduits par la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) qui a institué, en date du 3 avril 2003, un groupe de référence temporaire chargé d'étudier et de proposer des lignes directrices pour un système d'évaluation du travail des élèves dans la scolarité obligatoire et plus particulièrement dans les degrés 3 à 6. Le développement récent des différents débats conduits en Romandie met en évidence une volonté manifeste de recherche d'une solution satisfaisante, moins polarisée, qui aurait l'avantage de présenter une approche de l'évaluation acceptable par le plus grand nombre.

Le Conseil d'Etat précise qu'il convient d'attendre les conclusions du groupe de travail institué par la DICS en janvier 2003. Celui-ci devra se prononcer sur le bien-fondé des procédures en vigueur, faire des propositions qui soient en faveur d'un système clair, compréhensible par les parents et assurant une cohérence des pratiques sur l'ensemble de la scolarité.

1.4 Débat parlementaire

Le 12 septembre 2003, (*BGC* pp. 1245–1253) le Grand Conseil devait décider de la prise en considération du postulat. Au cours du débat, plusieurs députés ont souligné que tous les cantons romands cherchent une solution qui soit la plus juste, la plus équitable, la plus correcte possible pour évaluer le travail des élèves, et qu'il n'y a, sans doute, pas une seule vérité. Un député a rappelé que la réforme commencée en 1989 dans notre canton a permis de développer des pratiques qui favorisent l'apprentissage des enfants, notamment par des observations du travail individuel ou en groupes, par des analyses de l'erreur et, globalement, par une meilleure compréhension des mécanismes de l'apprentissage. Cette prise de température caractéristique de l'évaluation formative permet d'ajuster l'enseignement aux réels besoins des enfants, en différenciant la tâche, ce qui permet de stimuler encore mieux les élèves qui ont de la facilité et d'accorder aux élèves plus faibles une plus grande attention, afin de leur donner des aides adéquates. Cette philosophie de l'évaluation amène les enseignants à fixer des objectifs clairs au terme d'une période d'apprentissage. Mais pourquoi pas avec une note?

Plusieurs interventions ont précisé que le système en place actuel est flou et manque de cohérence dans son ensemble. Pendant la période sans notes – à savoir les trois premiers semestres du cycle – les enseignants adoptent des codes différents pour informer les parents. Et même si les appréciations qui figurent dans le livret scolaire sont les mêmes pour tous, elles sont interprétées différemment et par les enseignants et par les parents. La note, par contre, est un langage clair et compréhensible par tous les partenaires de l'école. Pour les enseignants, l'usage des notes est plus pratique, plus rapide et moins sujet à controverse. Des députés sont intervenus pour dire que la note n'est pas plus stigmatisante pour un élève qu'une longue remarque qui met l'accent sur ses difficultés. Il est donc souhaité qu'une fois que l'on a introduit les notes à la fin de la 2P – ce qui laisse à l'enfant le temps d'appréhender le système d'évaluation –, on continue à en mettre jusqu'à la 6P. Les commentaires qui complètent la note et donnent des indications plus fines sur les difficultés de l'enfant sont utiles, mais les commentaires seuls sont insuffisants. Pourtant, un député a aussi souligné que, selon

la docimologie – étude des systèmes d'évaluation en éducation –, les notes sont très loin d'être un élément objectif d'appréciation. De nombreux effets ou biais sont dénoncés. Le problème ne se situe finalement pas au niveau des notes, mais bien plutôt au niveau des mesures que l'on prend pour remédier aux situations d'échec chez les élèves.

Au terme du débat, la Directrice de l'instruction publique, de la culture et du sport a précisé que l'organisation du nouveau livret scolaire aurait dû impliquer la mise en place de cycles d'apprentissage. Or, dans les faits, on s'est contenté d'adopter un autre vocabulaire; une réforme a été introduite, mais sans se donner les moyens de la mettre en place. Entamée de manière difficile, cette réforme a été suspendue pour se donner le temps de la réflexion. Cependant le souci principal qui a provoqué, dans le fond, la suspension de la réforme, a tenu dans la nécessité d'obtenir la meilleure coordination possible avec le cycle d'orientation, dans la mesure où le passage de l'école primaire au CO représente une étape charnière. La procédure actuelle fait aussi l'objet d'un réexamen, en particulier sur quelques éléments jugés problématiques.

Il s'agit maintenant de mettre en œuvre une évaluation qui permette une bonne communication entre l'école, les parents et l'enfant. Il s'agit de trouver un référentiel compris par tous les partenaires de l'école et ceci pour toute la scolarité obligatoire. Peut-être d'ailleurs que plusieurs systèmes de communication sont possibles. La discussion sur les notes est une porte d'entrée relativement facile dans le débat de ce qu'est l'école aujourd'hui et de son rôle dans la société, mais ce n'est pas la seule. On cristallise aujourd'hui sur la note toute la discussion sur l'école, mais cela vaut la peine d'élargir le débat sur le rôle de l'école, en particulier sur l'équilibre à trouver entre instruction et éducation.

Au vote le postulat a été pris en considération par 101 voix contre 4. Il y a eu 1 abstention.

1.5 Rétrospective concernant l'évaluation dans le canton de Fribourg durant les 15 dernières années

L'évaluation a fait l'objet de réformes progressives dès le début des années 90. Des projets ont d'abord vu le jour, puis des réalisations sous forme de démarches concertées et structurées ont été lancées sur l'ensemble de la scolarité obligatoire. A cette fin, au travers d'un dispositif de grande envergure, tous les enseignants de la scolarité obligatoire ont été sensibilisés aux innovations dans le domaine de l'évaluation, innovations qui se sont inscrites au cœur même des processus d'apprentissage.

Dans un premier temps, l'école primaire a introduit un nouveau livret scolaire parallèlement à une nouvelle organisation de l'année scolaire en semestres. Passer du trimestre au semestre avait pour but de diminuer la place accordée à l'évaluation certificative au profit de l'implantation de l'évaluation formative. Dans la première version du livret scolaire, le travail des élèves était évalué par des appréciations en 1P ainsi qu'au 1^{er} semestre de la 2P, sous la forme d'un choix entre trois niveaux de progression. Les premières notes étaient attribuées en fin de 2P et ensuite au terme de chaque semestre jusqu'en 6P. Il s'agissait de notes globales pondérées, exprimées à l'entier ou au demi, sur une échelle de 1 à 6.

Dans un deuxième temps, soit six ans plus tard, l'école primaire a introduit un livret scolaire organisé en trois

cycles de deux ans. Passer à une organisation en cycles permettait de rallonger encore les temps d'apprentissage en faisant une place toujours plus grande à l'évaluation formative et à la différenciation. Le travail des élèves était évalué au moyen d'appréciations durant les trois premiers semestres du cycle – un choix de trois appréciations – et par une note globale pondérée, exprimée à l'entier ou au demi au quatrième semestre, soit en fin de cycle. Lors de ce deuxième changement, l'échelle des notes a été ramenée de 3 à 6, donc les notes de 1 à 2 ont été supprimées.

Entre la première et la deuxième version du livret scolaire, la définition des notes a été affinée et la procédure de promotion modifiée: le 2^e livret scolaire implique une promotion automatique d'un cycle à l'autre, sauf en cas de grande difficulté. A l'intérieur du cycle, le passage se fait en principe automatiquement.

La mise en œuvre n'a toutefois eu lieu que jusqu'en 4P. La DICS ayant interrompu la mise en œuvre de la dernière version du livret en 5P–6P, décidant un moratoire sur cette question de l'évaluation, afin de mieux en cerner toute la problématique.

Les réflexions relatives à l'actualisation des démarches en évaluation (plus de cohérence de l'axe: définition des objectifs – conduite des apprentissages – évaluation élaborée en regard de critères explicites, part accrue de l'évaluation formative, accent mis sur la remédiation) ont été conduites également au CO, antérieurement et en marge des projets de transformations structurelles du cycle d'orientation (projet ODYS_CO lancé en 1997). La modification du bulletin scolaire est à l'étude.

1.6 Réflexions conduites dans la partie alémanique du canton de Fribourg

Le Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande a mis en œuvre, après une phase expérimentale, un nouveau bulletin scolaire à la rentrée 2005/06. Il concerne l'ensemble de la scolarité et évalue trois domaines: les niveaux de maîtrise des différents apprentissages (domaine cognitif), les compétences personnelles et, enfin, les compétences sociales. Le domaine cognitif est évalué avec des appréciations et des notes au degré primaire, uniquement au moyen de notes au CO. Celles-ci s'articulent de la note 3 à 6 au degré primaire, de 1 à 6 au CO. Les différentes compétences de l'élève sont décrites sur la base de six critères (autonomie, application, soin, motivation, collaboration, respect des règles de vie scolaire) qualifiés de «bons» ou «à améliorer». Les processus d'apprentissage font aussi l'objet d'une évaluation, mais celle-ci ne figure pas dans le bulletin scolaire. Il revient aux enseignants de donner régulièrement une information à leurs élèves et aux parents au sujet des progrès accomplis; pour ce faire, des instruments d'évaluation sont mis à la disposition des enseignants, des élèves et de leurs parents.

Le bulletin scolaire est remis deux fois par année, donc à la fin de chaque semestre. Un entretien par année scolaire, au moins, a lieu avec les parents.

2. RAPPORT ET PROPOSITIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

2.1 Mandat

Le groupe de travail francophone institué par la DICS en date du 9 janvier 2003 a une double mission: il est chargé

d'analyser les pratiques en évaluation et de formuler des propositions pour un système cohérent de celles-ci sur l'ensemble de la scolarité obligatoire, en tenant compte de la situation du canton de Fribourg et des expériences déjà conduites dans d'autres cantons. Il est composé de représentants des écoles infantine, primaire et du CO, de représentants des associations de parents et d'un expert en matière d'évaluation. Deux des enseignants étaient délégués par leur association professionnelle respective.

Principaux points du mandat:

- a) Etablir un bilan de l'introduction des nouveaux livrets scolaires.
- b) Constituer un inventaire représentatif des pratiques réelles en évaluation portant sur l'ensemble de la scolarité.
- c) Définir des options pédagogiques claires, identifier les principales fonctions de l'évaluation et le rôle de différents outils ou dispositifs pour un système cohérent des pratiques en évaluation sur l'ensemble de la scolarité.
- d) Analyser les adaptations nécessaires de la loi et du règlement et proposer les dispositifs de formation en relation.

2.2 Démarche

Le groupe de travail a conduit sa réflexion en gardant en point de mire les aspects suivants:

- a) Recherche de cohérence verticale de l'école infantine à la fin du CO, recherche de sens, de clarté (simplifier les termes utilisés, éviter les interprétations) et de pragmatisme (souci de la mise en œuvre);
- b) Evaluation conçue au bénéfice des apprentissages;
- c) Claire identification des enjeux: la réflexion du groupe de travail s'est inscrite dans le contexte plus général d'une école redéfinissant ses priorités et d'une société à la recherche de ses repères (question de la note); il a fait le constat d'approches difficilement conciliables, tant sur le plan théorique que sur le choix de dispositifs pratiques (questions du comment et du comment faire qui bien souvent divisent les acteurs); il a souligné l'importance d'une évaluation basée sur des critères explicites, de la nécessaire évaluation de la maîtrise des compétences à certains moments clefs de la scolarité, d'une politique de soutien aux enseignants et d'un élargissement de la réflexion aux autres aspects du système scolaire.

Le groupe de travail a cherché à allier les données théoriques et les observations de la pratique; il a pris en compte la diversité de la conduite des apprentissages et l'évaluation de ceux-ci entre les différents degrés de la scolarité obligatoire en proposant un système différencié d'évaluation, seul capable de répondre à l'hétérogénéité des approches.

2.3 Enquête et inventaire conduit par le groupe de travail

Voici, brièvement présentés, les résultats de l'enquête menée auprès des enseignants de toute la scolarité obligatoire et d'un échantillonnage de classes représentatif de tous les degrés et des parents des élèves de ces classes.

- a) Globalement, tant du point de vue des enseignants, des élèves que des parents, le système actuel est jugé relativement satisfaisant, aussi bien dans les premiers degrés, en 5-6P qu'au CO.
- b) Les pratiques d'évaluation sont perçues de façon très différente par les élèves et les enseignants. Il y a un certain malentendu entre élèves et enseignants quant aux buts visés et aux formes d'évaluation déployées dans les classes.
- c) Les pratiques en évaluation et les conceptions des enseignants des premiers degrés diffèrent passablement de celles du cycle d'orientation; l'évaluation de la progression des savoirs dans le cadre d'une démarche essentiellement formative est très appréciée dans le 1^{er} cycle. Elle devient plus complexe en 3P-4P; les hypothèses avancées tiennent à la fois à la diversité grandissante des disciplines et des matières, à la complexité croissante des compétences entraînées et dans le fait que pour les enseignants concernés cette manière de faire garde encore un aspect expérimental. Les enseignants de 5P et 6P constituent un groupe intermédiaire et les maîtres du CO marquent leur attachement à une évaluation notée chaque semestre.

Les uns et les autres se distinguent par l'importance accordée à la période formative et la fréquence des évaluations codées et chiffrées, y compris le recours aux moyennes arithmétiques.

2.4 Dix propositions émises par le groupe de travail

Au terme d'une réflexion approfondie et d'échanges nourris, le groupe de travail a émis dix propositions, afin de favoriser la mise en œuvre de pratiques cohérentes en évaluation. A l'exception de la proposition relative au cycle 5-6P (voir proposition 4 ci-dessous), ces propositions ont été émises à l'unanimité.

Proposition 1 – Missions de l'évaluation: promouvoir une évaluation qui soit une aide et un support aux démarches d'apprentissage des élèves et qui permette, par des bilans réguliers, d'informer les acteurs de la vie scolaire et les partenaires extérieurs, dont particulièrement les parents.

Proposition 2 – Fonctions principales de l'évaluation: avoir recours aux trois fonctions de l'évaluation: celle de régulation, de certification et d'orientation en respectant leur logique propre, selon les différentes périodes du cycle ou de l'année.

Proposition 3 – Mise en évidence de deux temps forts de l'évaluation: promouvoir deux temps forts – ou périodes – dans la conduite de l'évaluation: le premier est centré sur la progression des apprentissages, on y pratique l'évaluation formative; le second est centré sur la maîtrise des connaissances et des compétences, on recourt à l'évaluation sommative.

Proposition 4 – Articulation différente selon les degrés de la scolarité: articuler le formatif/sommatif selon les différentes phases de la scolarité. La conduite de l'évaluation prend des formes différentes entre, d'une part, les deux premiers cycles de l'école primaire comprenant 3 semestres avec des appréciations et le dernier avec des notes, d'autre part, la 5P et la 6P en deux variantes puis le CO, avec des notes à chaque semestre. Pour le cycle 5-6P, la 1^{re} variante consiste à évaluer le 1^{er} semestre avec des appréciations, les 3 suivants avec des notes; la

seconde variante propose des appréciations sur toute la 5P et des notes aux deux semestres de 6P.

Proposition 5 – Structure de la scolarité obligatoire: reconsidérer partiellement la structure de la scolarité obligatoire, en maintenant les deux premiers cycles avec intégration de l'école enfantine au cycle 1 et en instaurant un cycle 5–6P spécifique.

Proposition 6 – Mode de communication des résultats: notes et appréciations conjuguées: pour éviter les interprétations, procéder à l'évaluation de la progression dans les apprentissages et à celle de la maîtrise des connaissances et compétences selon une même échelle graduée en quatre niveaux, mais avec des codes différents: appréciations dans un cas, notes dans l'autre. L'échelle des notes est réduite par la suppression des notes 1 et 2.

Proposition 7 – Régularité des informations et des bilans:

- a) qu'il s'agisse de la progression dans les apprentissages ou de la maîtrise des connaissances et compétences, établir des bilans d'étape à périodes régulières; puis intégrer ces bilans d'étape dans le bilan de fin de cycle ou de fin d'année à valeur certificative.
- b) en fin de 2P, 4P et 6P, formuler une note globale pondérée, exprimée à l'entier ou au demi-point. Au CO, en fin de semestre et en fin d'année, établir une moyenne exprimée à l'entier ou au demi-point, pondérée au demi-point inférieur ou supérieur en fonction d'une appréciation globale des compétences et des prestations de l'élève.

Proposition 8 – Evaluation des compétences sociales: conserver une évaluation qui porte aussi bien sur les aspects cognitifs que sur les compétences sociales décrivant le rapport de l'élève au savoir, à soi, aux autres et aux exigences de la vie collective.

Proposition 9 – Supports de l'information: livret/bulletin scolaire et dossier d'apprentissage: établir un nouveau livret ou bulletin scolaire qui tienne compte des options émises et instituer, durant la période centrée sur la progression des apprentissages à l'école enfantine et à l'école primaire, un dossier d'apprentissage constitué à la fois par l'élève et l'enseignant.

Proposition 10 – Entretien parents–enseignant–élève: promouvoir l'entretien tripartite – enseignant, élève, parents – et le rendre obligatoire une fois par année et plus, si nécessaire, pour les élèves en difficulté.

2.5 Dépôt du rapport

Le 17 septembre 2004, le groupe de travail francophone a déposé son rapport auprès de la Direction. En plus des analyses et des propositions évoquées ci-dessus, celui-ci présente également un relevé des textes légaux et réglementaires qui doivent faire l'objet d'un toilettage et par conséquent devront être réécrits dans l'optique des propositions émises, si tant est que celles-ci soient acceptées.

3. RÉSULTATS DE LA PHASE DE CONSULTATION ET DE DÉBAT

3.1 But et organisation de la consultation

En octobre 2004, la DICS chargeait le Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) de mettre ce rapport en consultation auprès de tous les en-

seignants de la scolarité obligatoire, des commissions scolaires et des différents organes et collaborateurs concernés par les affaires scolaires. Le but recherché était de porter le débat au sein des cercles scolaires et des établissements, afin de récolter les avis, suggestions et remarques suscités par les propositions du groupe de travail. La période de consultation s'est étendue sur les mois de novembre et décembre 2004.

Un questionnaire, élaboré par le Service et mis à disposition sur le site internet de la Direction, posait en 24 points toutes les questions relatives aux propositions du groupe de travail. Il a été rédigé de telle sorte qu'il était possible, au terme de la consultation, de connaître l'opinion des enseignants concernés sur les propositions relatives à leur propre degré d'enseignement, tout en pouvant prendre connaissance de l'ensemble des avis des personnes consultées sur ces mêmes questions. C'est à cette fin que chaque enseignant répondant au questionnaire était invité à signaler son degré d'enseignement; les autres instances ou commissions précisaient également leur qualité.

3.2 Présentation des résultats et contrôle de qualité du relevé effectué

Le traitement des données conduit par le Service de l'enseignement obligatoire de langue française a été effectué avec le souci permanent de respecter les propos des personnes consultées, de faire apparaître leurs avis en restant à un niveau descriptif, tout en mettant en évidence les résultats les plus marquants en terme quantitatif.

Le rapport mis en consultation, avec ses dix propositions, a suscité un intérêt certain dans le corps enseignant et dans les milieux scolaires en général. Plus de 1000 questionnaires ont été remplis et renvoyés au SEnOF. Les avis, exprimés sur une échelle en 5 positions allant du «tout à fait» au «pas du tout» sont très souvent étayés par des arguments, en particulier par les enseignants qui, en tant que praticiens, s'interrogent sur la faisabilité des propositions émises. Les organes et commissions consultés ont également expliqué leurs opinions par de nombreux commentaires dans lesquels apparaît le souci constant d'opérer le choix adéquat. Au total, plus de 5500 commentaires illustrent, complètent ou nuancent le degré d'adhésion des personnes qui ont répondu à la consultation. C'est bien le relevé détaillé de ces opinions qui a nécessité un grand investissement en temps, plus que la simple addition quantitative des avis; mais c'est aussi une somme précieuse d'informations qui pourra être consultée en tout temps, en particulier dans la phase de redéfinition et d'actualisation du profil et des priorités de l'école telle que nous la vivons actuellement.

Pour l'analyse quantitative et qualitative, le Centre de didactique universitaire et Nouvelles Technologies et Enseignement de l'Université de Fribourg a été consulté. C'est la Professeure Bernadette Charlier qui a assumé la caution scientifique du rapport de synthèse. Elle a évalué le recueil, le traitement et l'interprétation des données effectuées au cours de la consultation. Le rapport de synthèse établi à l'attention de la Direction a été avalisé en juin 2005; les traitements réalisés ont été estimés adéquats et le rapport de synthèse jugé de grande qualité.

3.3 Résultats de la consultation

3.3.1 Deux temps forts de l'évaluation

Les missions de l'évaluation, telles qu'elles sont définies dans le rapport ainsi que les principales fonctions mises

en évidence ont rencontré la totale adhésion des personnes consultées. Ces dernières approuvent donc l'idée d'une évaluation qui soit une aide et un support aux démarches d'apprentissage et qui permette, par des bilans réguliers, d'informer les acteurs de la vie scolaire et les partenaires extérieurs, dont les parents.

L'articulation des deux temps forts qui en découlent, le premier centré sur l'évaluation de la progression des apprentissages grâce à l'évaluation formative (recours à des appréciations) et le second sur la maîtrise des connaissances et des compétences par l'évaluation dite sommative (recours aux notes), est globalement approuvée par les enseignants et les instances consultées. En réalité, il s'agit d'un «oui, mais», dans la mesure où les enseignants émettent passablement de remarques traduisant des réserves, voire des craintes par rapport à la faisabilité de cette double démarche. Ils évoquent le manque de temps, les effectifs des classes et une organisation précise pour pouvoir articuler ces deux temps de manière judicieuse.

3.3.2 Quel type d'évaluation privilégier selon les différents moments ou degrés de la scolarité?

En ce qui concerne une articulation du formatif et du sommatif qui soit différente selon les degrés de la scolarité, prenant ainsi en compte les différences qui caractérisent les jeunes élèves et leurs aînés, elle est approuvée à hauteur de 80% en moyenne par les enseignants. En revanche, certaines instances ne sont pas du tout d'accord avec cette distinction, car, selon elles, quel que soit le degré où se trouvent les élèves, il est nécessaire de laisser suffisamment de temps pour apprendre à certains élèves.

L'organisation en cycles, avec trois semestres évalués avec des appréciations (centrés sur la progression des apprentissages) et un quatrième semestre avec des notes (centré sur la maîtrise des connaissances et compétences), est clairement acceptée pour le cycle 1P-2P mais avec plus de réserve pour le cycle 3P-4P par les enseignants, tous degrés confondus. S'exprimant sur le cycle qui les concerne directement, les enseignants du cycle 1P-2P sont favorables à la proposition du groupe de travail à 82,9%; ceux du cycle 3P-4P y sont favorables à 49,8%, avec 9,2% d'indifférents et 40,1% d'opposants. De la 1P au CO, parmi les enseignants opposés à cette proposition, un assez grand nombre affirment que les notes sont nécessaires et qu'elles devraient intervenir plus tôt.

En ce qui concerne le cycle 5P-6P, c'est le scénario prévoyant un 1^{er} semestre avec des appréciations (scénario A), puis les trois autres avec des notes, qui l'a emporté. Le scénario B, prévoyant le recours aux appréciations en 5P et à l'évaluation notée au 1^{er} et second semestre de 6P est clairement rejeté par environ 70%. Les enseignants prioritairement concernés, soit de 5P-6P, sont favorables au scénario A à 51,4% et rejettent le scénario B à 85,1%. Il convient de relever que bon nombre d'enseignants de tous les degrés, y compris de 5P-6P, réclament des notes à chaque semestre du cycle 5P-6P. Parmi les instances consultées, la Conférence des directeurs des cycles d'orientation (CDCO) et la Conférence des recteurs des collèges fribourgeois (CORECOFR) se sont déclarées favorables au scénario A. En revanche, la Conférence des inspecteurs francophones (CIR) et la Haute école pédagogique (HEP) ont choisi le scénario B qui comporte deux semestres centrés sur la progression des apprentissages, avec des appréciations, puis les deux autres centrés sur la maîtrise des compétences, avec des notes. En fait,

la CIR déplore l'absence d'une option C qui aurait respecté totalement la progression en trois cycles identiques pour l'école primaire.

Tous degrés confondus, les enseignants adhèrent à la proposition relative au CO (appréciations lors des mi-semestres et des notes au semestre et à l'année), mais avec beaucoup de réserves. Les enseignants du CO, prioritairement concernés, y sont favorables à 47,7%; 7,5% sont indifférents et 44,7 y sont opposés.

3.3.3 Notes et appréciations conjuguées

Le mode de communication des résultats, comportant des notes et des appréciations selon une même échelle à quatre niveaux, a été approuvé largement par les enseignants de l'école enfantine à la 6P et plus modérément par les enseignants du CO. En revanche les autres instances consultées émettent quelques réserves par rapport à l'ambiguïté qu'il peut y avoir à utiliser une même échelle à la fois pour évaluer la progression des apprentissages et la maîtrise des compétences. Cependant, une échelle qui comporte quatre niveaux est considérée comme plus précise, plus parlante et permettant plus de nuances.

L'utilisation d'une échelle des notes de 6 à 3 à l'école primaire a été approuvée par l'ensemble des personnes consultées, hormis les enseignants du CO. La même proposition au CO a également été acceptée par une partie des personnes consultées; cependant, les enseignants du CO prioritairement concernés, la Conférence des directeurs du cycle d'orientation et la Conférence des recteurs de collèges fribourgeois y sont opposés et préfèrent l'utilisation complète de l'échelle des notes.

L'expression des notes à l'entier et au demi à l'école primaire a été acceptée par toutes les personnes consultées hormis les enseignants du CO. La même proposition pour le CO a également été acceptée par l'ensemble des personnes consultées, hormis les enseignants du CO prioritairement concernés, qui la refusent à 71,4%.

La formulation d'une note globale pondérée en fin de 2P, 4P, aux semestres notés de 5P-6P et en fin de 6P a été approuvée. Cependant, si l'ensemble des personnes consultées adhèrent à cette proposition, les enseignants émettent passablement de réserves quant à la faisabilité, évoquant la subjectivité de la pondération et son aspect contestable, entre autre par les parents. La formulation d'une moyenne pondérée dans une fourchette d'un demi-point au terme de chaque semestre du CO a été acceptée, sauf par les enseignants du CO prioritairement concernés, la Conférence des inspecteurs romands et la Haute école pédagogique. Les personnes opposées à cette proposition le sont pour des raisons différentes: alors que la CIR et la HEP plaident en faveur d'une cohérence dans la scolarité obligatoire donc souhaitent une note globale pondérée au CO comme au primaire, les enseignants du CO rejettent la moyenne pondérée parce qu'ils estiment cette pratique discutable, sujette à caution et qu'ils préfèrent continuer comme maintenant.

4. POSITION DU CONSEIL D'ÉTAT

4.1 Enjeux

Le Conseil d'Etat est conscient de l'importance de la question de l'évaluation scolaire et des enjeux qui lui sont

liés. Parmi ceux-ci, il relève en particulier la capacité du système éducatif d'amener tous les élèves, au terme de leur scolarité obligatoire, vers le plus de savoirs possibles en fonction de leur potentiel ainsi que la nécessité d'assurer une communication de qualité entre l'école et les parents, voire entre l'école et la société considérée au sens large. Traiter d'évaluation des acquis scolaires revient aussi à traiter des conditions dans lesquelles s'effectuent les apprentissages et pose très directement la question du bon fonctionnement du système éducatif.

Dans son analyse, le Conseil d'Etat a pris connaissance des démarches conduites depuis les années 1990 dans les différents degrés de la scolarité. Il prend aujourd'hui en compte les réflexions et les propositions du groupe de travail, ainsi que les résultats de la large consultation effectuée au cours de l'année scolaire 2004/05. Le Conseil d'Etat prend aussi en considération l'évolution récente de la question de l'évaluation dans les cantons voisins, confrontés eux aussi à un débat de fond en la matière; il a analysé avec intérêt les démarches et les orientations que ceux-ci ont choisies.

4.2 Principes fondamentaux

Tout d'abord, le Conseil d'Etat fait sienne la finalité qui veut que l'évaluation scolaire soit conçue au service des apprentissages des élèves. Pour atteindre ce but, il convient de soutenir une double fonction de l'évaluation:

- La première sert à guider ou à étayer les apprentissages; elle décrit leur progression en signalant les acquis déjà en place chez l'élève au même titre que les manques, les imprécisions ou les erreurs auxquelles il convient de remédier. C'est la phase d'exercices et d'essais-erreurs; elle concerne tous les apprentissages et présente un caractère permanent, car elle peut être mise en œuvre aux différents moments de l'année scolaire et de la scolarité. L'évaluation appropriée à cette démarche est dite formative; elle est communiquée à l'élève sous forme de commentaires, d'annotations ou de tableaux de progression.
- La seconde a trait aux bilans, aussi bien intermédiaires que finaux. Dans la phase du bilan, l'enseignant établit une photographie, un relevé des savoirs au terme d'une période ou d'une séquence d'apprentissage. Cette phase se caractérise par son aspect ponctuel. L'évaluation appropriée à cette démarche est dite sommative; l'acquisition des connaissances et des compétences est exprimée soit par des appréciations, soit par des notes (voir ci-dessous). Les résultats obtenus à ces évaluations sont intégrés dans les bilans semestriels et dans les bilans de fin d'année ou de fin de cycle. Seuls ces derniers sont qualifiés de certificatifs et, à ce titre, ils déterminent la promotion vers le cycle ou l'année scolaire suivants.

Le Conseil d'Etat souligne ensuite l'absolue nécessité de recourir à des formes de communication qui soient claires, simples et précises, donc aisément compréhensibles par les parents, de langue maternelle française ou allophone et par toute personne ou instance extérieure à l'école amenée à prendre connaissance des résultats scolaires. En définitive, l'évaluation est une mesure qui se base sur des critères explicites et clairement connus des élèves. Il convient que cette mesure soit fiable et que l'information qui en découle soit comprise. Qu'il s'agisse d'une note (recours à un code chiffré) ou d'appréciations (recours à des termes), l'échelle des degrés d'acquisition

des résultats doit tendre à éviter toute forme d'ambiguïté et, par voie de conséquence, d'interprétation.

Le Conseil d'Etat insiste aussi sur l'importance d'une évaluation régulière du travail de l'élève et fait référence à ce sujet à la loi scolaire (LS art. 38¹). Cette régularité dans l'acte d'évaluer est précisément de nature à permettre un soutien réel aux démarches d'apprentissage des élèves et une bonne information à leurs parents. De plus, le Conseil d'Etat attend que des épreuves cantonales soient organisées au cours de la scolarité, afin d'assurer la meilleure équité possible dans l'évaluation des élèves.

Seule une conduite rigoureuse, donc véritablement professionnelle, est de nature à conférer leur crédibilité aux pratiques en évaluation et, à terme, au système éducatif dans son ensemble. Ceci est d'autant plus important à l'heure où divers dispositifs du type «Basis Check» voient le jour sous la pression des milieux économiques et sont présentés comme une remise en cause de la qualité de l'évaluation scolaire.

4.3 Mise en œuvre

Conformément aux principes évoqués ci-dessus le Conseil d'Etat, tenant compte des articles 38 et 39 LS et de l'art. 62 RLS, considérant d'autre part la révision légale et réglementaire actuellement en cours:

- a) confirme l'organisation de l'école primaire en 3 cycles de deux ans: 1–2P; 3–4P et 5–6P;
- b) rattache l'école enfantine au premier cycle 1–2P, afin de constituer une entité à part entière dont l'appellation reste encore à définir;
- c) fixe la forme de la communication de l'évaluation de la manière suivante:
 - école enfantine: seules des appréciations sont utilisées;
 - cycle 1–2P et 3–4P, lors des trois premiers semestres, des appréciations qualifient le niveau d'atteinte des objectifs; lors du 4^e semestre, l'évaluation se fait en recourant aux notes;
 - cycle 5–6P, chaque semestre est évalué au moyen de notes;
 - cycle d'orientation, chaque semestre est évalué au moyen de notes.

L'échelle des appréciations comprend cinq niveaux ou paliers: objectifs largement atteints (ce qui correspond aux notes 5,5 et 6), objectifs atteints (note 5), objectifs partiellement atteints (note 4,5), objectifs juste atteints (note 4), objectifs non atteints (note 3,5 et 3). Selon l'art 62 RLS, les notes peuvent être fractionnées. A l'école primaire, l'échelle des notes va de 3 à 6; au CO, l'échelle est utilisée dans sa totalité (art. 62 RLS1).

Enfin, comme l'indiquent la loi scolaire et son règlement (art. 38 LS, 62 et 63 RLS) le Conseil d'Etat charge la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport d'édicter des dispositions:

- sur les modalités précises de la conduite des apprentissages;
- sur les conditions de promotion et d'orientation.

Par voie de conséquence, le Conseil d'Etat invite la Direction à lever l'actuel moratoire décrété au sujet de la mise en place du nouveau livret scolaire en 5P–6P. Les

dispositions présentées ici pour la partie francophone sont, dans une très large mesure, concordantes avec celles adoptées pour la partie alémanique. Seule l'approche en cycles de deux ans pour les premiers degrés de l'école primaire – et non pas en années scolaires – distinguent les uns et les autres et traduit, en ce sens, la culture des pratiques qui s'est développée dans chaque région linguistique au cours des dix dernières années. On retrouve cette nuance au premier semestre de la 5P.

Par ces dispositions, le Conseil d'Etat estime ainsi avoir donné suite au postulat Jean Deschenaux et Isabelle Joye qui demandait le maintien des notes dans le cadre de l'enseignement primaire.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.

BERICHT Nr. 235 14. November 2005
des Staatsrates an den Grossen Rat
zum Postulat Nr. 217.02 Jean Deschenaux/Isabelle Joye über die Wiedereinführung von Noten in der Primarschule

Hiermit legen wir Ihnen den Bericht zum Postulat von Grossrat Jean Deschenaux und Grossrätin Isabelle Joye über die Wiedereinführung von Noten in der Primarschule vor.

Dieser Bericht umfasst die folgenden Kapitel:

1. Situation
2. Bericht und Vorschläge der Arbeitsgruppe
3. Ergebnisse der Vernehmlassung und der Debatte
4. Stellungnahme des Staatsrats

1. SITUATION

1.1 Vorstellung des Postulats

Mit einem Postulat, das sie am 19. September einreichten und am 15. November 2002 begründeten, haben Grossrat Jean Deschenaux und Grossrätin Isabelle Joye den Staatsrat aufgefordert, eine Arbeitsgruppe einzusetzen, die objektiv prüft, ob in der französischsprachigen Primarschule ein Beurteilungssystem eingeführt werden könnte, bei dem es weiterhin Noten gibt, und dafür zu sorgen, dass sich diese Arbeitsgruppe hauptsächlich aus ausübenden Primarlehrkräften zusammensetzt, damit gewährleistet ist, dass die Meinung und das Interesse der Eltern und der Kinder berücksichtigt werden.

1.2 Grundlagen des Postulats

Bei der Begründung ihres Postulats wiesen dessen Verfasserin und Verfasser darauf hin, dass die laufenden Schulreformen die Noten in der Primarschule ausser am Ende der 2., 4. und 6. Klasse abschaffen wollen. Sie befürchten eine definitive und vollständige Abschaffung der Noten in der Primarschule, ohne öffentliche oder politische Diskussion und ohne Berücksichtigung der Meinung und Ansicht der Eltern oder der Lehrkräfte und dies obwohl das Notensystem befriedigt und allen Partnern der Schule zugänglich ist.

1.3 Antwort des Staatsrates

In der gleichzeitigen Beantwortung der Anfrage Anne-Claude Demierre und des Postulats Jean Deschenaux/Isabelle Joye vom 23. Juni 2003 erläutert der Staatsrat zunächst den Sinn der schulischen Beurteilung und zeichnet die Entwicklung im Laufe der letzten fünfzehn Jahre nach. Er erinnert daran, dass die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport nie im Sinn hatte, die Noten in der Primarschule abzuschaffen. Er erklärt die Gründe, die zum Moratorium für die Umsetzung der Reform in Bezug auf die Einführung des neuen Schulzeugnisses in der 5. und 6. Klasse geführt haben: Unvereinbarkeit der Neuerungen mit dem Schulgesetz und Probleme im Zusammenhang mit dem OS-Übertrittsverfahren, weil es im Verlaufe der 6. Klasse keine Noten mehr gibt.

Der Staatsrat erwähnt zudem die Arbeit der Interkantonalen Erziehungskonferenz der Westschweiz und des Tessins (CIIP). Die Konferenz hat am 3. April 2003 vorübergehend eine Referenzgruppe eingesetzt, die beauftragt ist, die Richtlinien für ein System zur Beurteilung der Schülerarbeit in der obligatorischen Schule zu erarbeiten, insbesondere in den Stufen 3 bis 6. Die neueste Entwicklung der verschiedenen Debatten in der Westschweiz zeigt den Willen, eine befriedigende, weniger polarisierende Lösung zu finden, die den Vorteil hätte, eine Beurteilung vorstellen zu können, welche die grosse Mehrheit akzeptieren kann.

Der Staatsrat will die Schlussbemerkungen der Arbeitsgruppe, die im Januar 2003 von der EKSD eingesetzt worden war, abwarten. Die Arbeitsgruppe sollte sich zu den geltenden Verfahren äussern und Vorschläge für ein klares, für die Eltern verständliches System machen, das eine kohärente Praxis in der gesamten Schulzeit gewährleistet.

1.4 Parlamentarische Debatte

Am 12. September 2003 (TGR S. 1245–1253) musste der Grosse Rat über die Erheblicherklärung des Postulats entscheiden. Im Verlauf der Debatte haben mehrere Grossräte festgehalten, dass alle Kantone der Westschweiz nach einer so gerechten und korrekten Lösung wie möglich für die Beurteilung der Schülerarbeit suchen wollen und es wohl keine alleinige Wahrheit gibt. Ein Grossrat hat daran erinnert, dass dank der 1989 in unserem Kanton begonnenen Reform eine Praxis entwickelt werden konnte, die das Lernen der Kinder fördert und insbesondere in Bemerkungen zur Einzel- oder Gruppenarbeit, Fehleranalysen und insgesamt einem besseren Verständnis der Lernmechanismen besteht. Dank dieser für die formative Beurteilung charakteristischen vielseitigen Beobachtung kann der Unterricht durch eine Individualisierung der Aufgabe auf die realen Bedürfnisse der Kinder angepasst werden, was zu einer Motivationssteigerung bei den Schülerinnen und Schülern, die leicht lernen, führt und ermöglicht, dass den schwächsten Schülerinnen und Schülern mehr Aufmerksamkeit und angemessene Unterstützung zu Teil werden kann. Bei dieser Beurteilung legen die Lehrkräfte klare Ziele für eine Lernperiode fest. Weshalb aber nicht mit einer Note?

In mehreren Voten wurde darauf hingewiesen, dass das heutige System nicht sehr klar ist und es insgesamt an Kohärenz mangelt. In der notenfreien Zeit – den drei ersten Semestern des Zyklus – verwenden die Lehrkräfte für die Elterninformation unterschiedliche Schlüssel. Die

Beurteilungen im Zeugnis sind zwar für alle die gleichen, doch werden sie von den Lehrkräften und den Eltern unterschiedlich interpretiert. Eine Note hingegen ist eine klare und für alle Partner der Schule verständliche Aussage. Für die Lehrkräfte ist die Verwendung der Noten praktischer, schneller und gibt weniger zu Diskussionen Anlass. Einige Grossräte haben festgehalten, dass die Note für eine Schülerin oder einen Schüler nicht stigmatisierender als eine lange Bemerkung sei, die den Schwerpunkt bei den Schwierigkeiten legt. Es wird somit gewünscht, dass man bis in die 6. Klasse bei den Noten bleibt, nachdem sie am Ende der 2. Klasse eingeführt sind – jedes Kind hat genug Zeit, sich mit dem Beurteilungssystem vertraut zu machen. Kommentare zur Note, die mehr Auskunft geben über allfällige Schwierigkeiten des Kindes, sind nützlich, aber reichen allein nicht aus. Auch Noten sind nach der Dozimologie (Examenswissenschaft) bei weitem kein objektives Beurteilungselement. Es gibt damit verbunden verschiedene Aspekte oder Effekte. Schliesslich gibt es nicht bei den Noten ein Problem, sondern bei den Korrekturmassnahmen im Fall eines Misserfolgs der Schülerinnen und Schüler.

Am Ende der Debatte hielt die EKS-Direktorin fest, dass die Organisation des neuen Schulzeugnisses ursprünglich mit der Einführung von Lernzyklen verbunden war. In der Praxis hat sich nichts geändert. Es wurde eine Reform eingeführt, ohne die Mittel für ihre Umsetzung bereitzustellen. Diese Reform, die einen schwierigen Start hatte, wurde aufgeschoben, um noch einmal alles zu überdenken. Hauptsächlich zum Aufschub der Reform geführt hatte aber, dass die bestmögliche Koordination mit der Orientierungsschule angestrebt wurde, weil der Übertritt von der Primarschule in die OS einen Schlüsselmoment darstellt. Das heutige Verfahren wird ebenfalls noch einmal überprüft, insbesondere auf einige Elemente hin, die als problematisch angesehen werden.

Nun geht es darum, eine Beurteilung zu schaffen, die eine gute Kommunikation zwischen Schule, Eltern und Kind erlaubt. Es muss ein Bezugssystem gefunden werden, das von allen Partnern der Schule verstanden wird und für die gesamte obligatorische Schule gilt. Vielleicht sind sogar verschiedene Kommunikationssysteme möglich. Die Notendiskussion bietet einen relativ einfachen Einstieg in die Debatte darüber, was die Schule heute ist und welche Rolle sie in der Gesellschaft hat, aber es ist nicht der einzige. Heute dreht sich die Diskussion über die Schule vor allem um die Note, doch lohnt es sich, die Debatte auf die Rolle der Schule zu erweitern, insbesondere auf das Gleichgewicht, das es zwischen Bildung und Erziehung zu finden gilt.

Bei der Abstimmung wurde das Postulat mit 101 gegen 4 Stimmen, bei 1 Enthaltung erheblich erklärt.

1.5 Rückblick betreffend die Beurteilung im Kanton Freiburg in den vergangenen 15 Jahren

Die Beurteilung war seit Beginn der 90er-Jahre Gegenstand progressiver Reformen. Projekte wurden geschaffen, dann in abgestimmter und strukturierter Form umgesetzt und in der gesamten obligatorischen Schule angewendet. Zu diesem Zweck wurden alle Lehrkräfte der obligatorischen Schule mit einem gross angelegten Dispositiv für die Neuerungen bezüglich Beurteilung sensibilisiert. Diese Neuerungen finden im Zentrum der Lernprozesse statt.

Zunächst hat die Primarschule ein neues Schulzeugnis parallel zu einer neuen Organisation des Schuljahres in Semestern eingeführt. Mit dem Übergang vom Trimester zum Semester sollte die zertifikative Beurteilung zugunsten der formativen Beurteilung an Bedeutung abnehmen. In der ersten Version des Schulzeugnisses wurde die Schülerarbeit mit Beurteilungen in der 1. Klasse sowie im 1. Semester der 2. Klasse in Form einer Wahl zwischen drei Fortschrittsebenen beurteilt. Die ersten Noten wurden Ende der 2. Klasse und am Ende jedes Semesters bis zur 6. Klasse abgegeben. Es handelte sich um gewichtete Gesamtnoten, die auf einer Skala von 6 bis 1 in ganzen oder halben Punkten ausgedrückt wurden.

Dann führte die Primarschule sechs Jahre später ein Schulzeugnis ein, das in drei Zyklen zu zwei Jahren organisiert war. Mit dem Übergang zu einer Organisation in Zyklen konnte die Lernzeit noch einmal verlängert und der formativen und individuellen Beurteilung immer mehr Raum gegeben werden. Die Schülerarbeit wurde während der drei ersten Semester des Zyklus mit Beurteilungen – einer Auswahl an drei Beurteilungen – und im vierten Semester, also am Ende des Zyklus, mit einer gewichteten Gesamtnote, die in ganzen oder halben Punkten ausgedrückt wurde, beurteilt. Bei dieser zweiten Änderung wurde die Notenskala auf 3 bis 6 verkleinert und somit die Noten 1 bis 2 aufgehoben.

Zwischen der ersten und der zweiten Version des Schulzeugnisses wurde die Definition der Noten verfeinert und das Promotionsverfahren geändert: das 2. Schulzeugnis sieht eine automatische Promotion von einem Zyklus in den nächsten vor, ausser bei grossen Schwierigkeiten. Innerhalb des Zyklus erfolgt der Übertritt grundsätzlich automatisch.

Die systematische Einführung erfolgte jedoch nur bis zur 4. Klasse. Die EKSD stoppte die Einführung der letzten Version des Zeugnisses in der 5. und 6. Klasse und beschloss ein Moratorium in dieser Beurteilungsfrage, um die Problematik besser in den Griff zu bekommen.

Die Reflexionen über die Erneuerung der Beurteilungsansätze (mehr Kohärenz: Festlegung der Ziele – Lernführung – Beurteilung mit Kriterien, zunehmende Bedeutung der formativen Beurteilung, Schwerpunkt bei der Korrektur im Fall eines Misserfolgs) wurden vorher am Rande der Projekte für die Änderungen der Strukturen der Orientierungsschule auch in der OS durchgeführt (das 1997 lancierte Projekt ODYS_CO). Die Änderung des Schulzeugnisses wird derzeit untersucht.

1.6 Reflexionen in Deutschfreiburg

Das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht schlägt vor, beim nächsten Schulanfang probeweise ein neues Schulzeugnis einzuführen; dieses betrifft die ganze Schulzeit und beurteilt drei Bereiche: Beherrschung der verschiedenen Lernvorgänge (kognitiver Bereich), die persönlichen Kompetenzen und die sozialen Kompetenzen. Der kognitive Bereich wird in der Primarschule mit Beurteilungen und Noten, in der OS nur mit Noten beurteilt. Diese werden von 6 bis 3 in der Primarschule und von 6 bis 1 in der OS ausgedrückt. Die verschiedenen Kompetenzen der Schülerin oder des Schülers werden anhand von sechs Kriterien beschrieben (Selbstständigkeit, Fleiss, Sorgfalt, Motivation, Zusammenarbeit, Einhaltung der Regeln des schulischen Lebens), die als «gut» oder «zu verbessern» qualifiziert werden. Die Lernprozesse sind ebenfalls Gegenstand

einer Beurteilung, die jedoch nicht im Schulzeugnis erscheint. Es ist Sache der Lehrkräfte, ihre Schülerinnen und Schüler regelmässig über ihre Fortschritte zu informieren; dazu werden den Lehrkräften, den Schülerinnen und Schülern und den Eltern Beurteilungsinstrumente in die Hand geben.

Das Schulzeugnis wird zweimal pro Jahr abgegeben, jeweils am Ende eines Semesters. Pro Schuljahr findet mindestens ein Elterngespräch statt.

2. BERICHT UND VORSCHLÄGE DER ARBEITSGRUPPE

2.1 Auftrag

Die französischsprachige Arbeitsgruppe, die am 9. Januar 2003 von der EKSD eingesetzt wurde, hat einen Doppelauftrag: sie muss die Beurteilungspraxis untersuchen und Vorschläge für ein kohärentes Beurteilungssystem für die gesamte obligatorische Schule finden und dabei die Situation des Kantons Freiburg und die Erfahrungen in anderen Kantonen berücksichtigen. Sie setzt sich zusammen aus Vertretern der Vorschule, der Primarschule, der OS sowie Vertretern der Elternvereinigungen und einem Beurteilungsexperten. Zwei Lehrkräfte wurden von ihrem Berufsverband delegiert.

Hauptpunkte des Auftrags:

- a) Bilanzierung der Einführung des neuen Schulzeugnisses.
- b) Erstellen eines repräsentativen Inventars der realen Beurteilungspraxis für die gesamte Schule.
- c) Festlegen klarer pädagogischer Optionen, der grundlegenden Funktionen der Beurteilung und der Rolle der verschiedenen Mittel oder Dispositive für ein kohärentes System der Beurteilungspraxis in der gesamten Schule.
- d) Untersuchen der erforderlichen Anpassungen im Gesetz und im Reglement und Vorschlägen von damit verbundenen Ausbildungsdispositiven.

2.2 Vorgehen

Die Arbeitsgruppe hat bei ihren Überlegungen die folgenden Aspekte berücksichtigt:

- a) Bemühung um vertikale Kohärenz vom Kindergarten bis Ende OS, Sinnhaftigkeit, Klarheit (Vereinfachung der verwendeten Begriffe, Vermeidung von Interpretationen) und Pragmatismus (an die Umsetzung denken);
- b) Beurteilung, die die Lernprozesse fördert;
- c) klare Festlegung der Umstände: die Überlegung der Arbeitsgruppe findet vor dem allgemeinen Zusammenhang einer Schule statt, die ihre Prioritäten neu definiert, und einer Gesellschaft, die Fixpunkte braucht (Notenfrage); sie hat festgestellt, dass es verschiedene unvereinbare Ansätze gibt, und dies sowohl auf theoretischer Ebene wie auch bei der Wahl praktischer Dispositive (bei der Frage nach dem «Wie» und dem «Wie umsetzen» gehen die Meinungen der Akteure auseinander); sie unterstrich die Bedeutung einer Evaluation mit Kriterien, die nötige Beurteilung der Kompetenzbeherrschung in Schlüsselmomenten der Schul-

zeit, einer Politik der Unterstützung der Lehrkräfte und einer Erweiterung der Reflexion auf andere Aspekte des Schulsystems.

Die Arbeitsgruppe war bestrebt, die theoretischen Daten und die Beobachtungen der Praxis miteinander zu verbinden; sie hat die Vielfalt der Lernauffassungen und ihre Beurteilung zwischen den verschiedenen Stufen der obligatorischen Schule berücksichtigt und ein individualisiertes Beurteilungssystem vorgeschlagen, das den verschiedenen Ansätzen am besten Rechnung trägt.

2.3 Umfrage und Inventar der Arbeitsgruppe

Hier folgen, kurz präsentiert, die Ergebnisse der Umfrage bei den Lehrkräften der gesamten obligatorischen Schule und einer repräsentativen Auswahl von Klassen aller Stufen, der Eltern und der Schülerinnen und Schüler dieser Klassen.

- a) Insgesamt finden die Lehrkräfte, die Schülerinnen und Schüler und die Eltern das heutige System relativ befriedigend, was für die ersten Stufen, die 5. und 6. Klasse und die OS gleichermaßen gilt.
- b) Bei der Beurteilungspraxis gehen die Meinungen von Schülerinnen und Schülern und Lehrkräften stark auseinander. Es gibt ein gewisses Missverständnis zwischen Schülerinnen und Schülern und Lehrkräften bei den Zielen und den Beurteilungsformen im Unterricht.
- c) Die Beurteilungspraxis und die Auffassungen der Lehrkräfte der ersten Stufen und derjenigen der OS unterscheiden sich ziemlich stark voneinander; eine im Wesentlichen formative Beurteilung der Fortschritte wird im ersten Zyklus sehr geschätzt. Bei der 3. und 4. Klasse wird sie komplexer; zum Teil wird die zunehmende Vielfalt der Fächer und Materien erwähnt, die zunehmende Komplexität der damit verbundenen Kompetenzen und die Tatsache, dass für die betroffenen Lehrkräfte dieses Vorgehen noch Versuchscharakter hat. Die Lehrkräfte der 5. und 6. Klasse bilden eine Zwischengruppe, und die OS-Lehrkräfte befürworten Noten nach jedem Semester.

Alle räumen der formativen Beurteilungsperiode und der Häufigkeit der kodierten und bezifferten Beurteilungen, einschliesslich Einsatzes von arithmetischen Mitteln, Bedeutung ein.

2.4 Zehn Vorschläge der Arbeitsgruppe

Nach eingehender Reflexion und ausgiebigen Austausch erstellt die Arbeitsgruppe zehn Vorschläge einer kohärenten Beurteilungspraxis. Ausser beim Vorschlag betreffend Zyklus 5. und 6. Klasse (siehe nachfolgenden Vorschlag 4) herrschte über die Vorschläge Einhelligkeit.

Vorschlag 1 – Beurteilungsauftrag: Förderung einer Beurteilung, die den Lernprozess der Schülerinnen und Schüler unterstützt und durch regelmässige Bilanzen ermöglicht, die Akteure des schulischen Lebens und die externen Partner, zu denen insbesondere auch die Eltern gehören, zu informieren.

Vorschlag 2 – Hauptfunktionen der Beurteilung: Einsatz der Funktionen der Beurteilung: Regulierung, Zertifizierung und Orientierung, unter Berücksichtigung ihrer eigenen Logik gemäss den verschiedenen Perioden des Zyklus oder des Jahres.

Vorschlag 3 – Betonung zweier wichtiger Momente der Beurteilung: Förderung zweier wichtiger Momente – oder Perioden – in der Beurteilungsführung: bei der ersten geht es um den Lernfortschritt, hier kommt die formative Beurteilung zum Zug; bei der zweiten geht es um die Beherrschung der Kenntnisse und Kompetenzen, hier ist die summative Beurteilung gefragt.

Vorschlag 4 – Unterschiedliche Artikulierung je nach Schulstufe: formative/summative Artikulierung gemäss den verschiedenen Schulphasen. Die Beurteilung nimmt verschiedene Formen an. In den ersten beiden Zyklen der Primarschule gibt es drei Semester mit Beurteilungen und ein drittes mit Noten, während es im dritten Zyklus, 5. und 6. Klasse, zwei Varianten gibt. Bei der OS gibt es dann in jedem Semester Noten. In der 5. und 6. Klasse besteht die erste Variante darin, dass es im ersten Semester Beurteilungen gibt und in den drei weiteren Semestern Noten; bei der zweiten Variante gibt es in der ganzen 5. Klasse Beurteilungen und in beiden Semestern der 6. Klasse Noten.

Vorschlag 5 – Struktur der obligatorischen Schule: teilweise Neubeurteilung der Struktur der obligatorischen Schule unter Beibehaltung der beiden ersten Zyklen mit Integration des Kindergartens in Zyklus 1 und Einführung eines spezifischen Zyklus 5. und 6. Klasse.

Vorschlag 6 – Art der Mitteilung der Resultate: Noten mit Beurteilungen: damit Interpretationen vermieden werden können: Beurteilung der Lernfortschritte und der Beherrschung der Kenntnisse und Kompetenzen nach der gleichen vierstufigen Skala, jedoch unterschiedlicher Code: Beurteilung in einen Fall, Noten im andern. Die Notenskala wird um die Noten 1 bis 2 reduziert.

Vorschlag 7 – Regelmässigkeit der Informationen und Bilanzen:

- a) beim Lernfortschritt oder der Beherrschung der Kenntnisse und Kompetenzen werden in regelmässigen Abständen Etappenbilanzen erstellt; diese Etappenbilanzen werden in die zertifikative Zyklusschlussbilanz einbezogen.
- b) zum Ende der 2., 4. und 6. Klasse wird eine gewichtete Gesamtnote erstellt, die in ganzen und halben Punkten ausgedrückt wird; in der OS wird zum Semesterende und zum Jahresende ein Durchschnitt erstellt, der in ganzen und halben Punkten ausgedrückt und aufgrund einer Gesamtbeurteilung und der Schülerleistungen zum unteren oder oberen halben Punkt hin gewichtet wird.

Vorschlag 8 – Beurteilung der Sozialkompetenzen: Beibehaltung einer Beurteilung, die sowohl die kognitiven Aspekte wie die Sozialkompetenzen berücksichtigt und die Beziehung der Schülerin oder des Schülers zum Wissen, zu sich, zu den anderen und zu den Anforderungen des kollektiven Lebens beschreibt.

Vorschlag 9 – Informationsmittel: Schulzeugnis und Lerndossier: neues Schulzeugnis erstellen, das die festgelegten Optionen berücksichtigt und für die Periode, die sich auf den Lernfortschritt in Kindergarten und Primarschule konzentriert, ein von der Schülerin oder dem Schüler und der Lehrkraft erstelltes Lerndossier einführen.

Vorschlag 10 – Eltern-Lehrkraft-Schüler/in-Gespräch: ein trilaterales Gespräch – Lehrkraft, Schülerin oder Schüler, Eltern – einmal oder (wenn es bei Schülerinnen

und Schülern mit Schwierigkeiten nötig erscheint) mehr als einmal pro Jahr für obligatorisch erklären.

2.5 Einreichung des Berichts

Am 17. September 2004 hat die französischsprachige Arbeitsgruppe der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport ihren Bericht vorgelegt. Der Bericht führt zu den oben erwähnten Untersuchungen und Vorschlägen die Rechtstexte auf, die überprüft und im Sinn der Vorschläge überarbeitet werden müssen, sollten diese gutgeheissen werden.

3. ERGEBNISSE DER VERNEHMLASSUNG UND DER DEBATTE

3.1 Ziel und Organisation der Vernehmlassung

Im Oktober 2004 hat die EKSD das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (FOA/SEnOF) beauftragt, diesen Bericht bei allen Lehrkräften der obligatorischen Schule, den Schulkommissionen, den verschiedenen von den schulischen Angelegenheiten betroffenen Organen und Mitarbeitenden in Vernehmlassung zu geben. Ziel dabei war, die Debatte in die Schulkreise und Schulen zu bringen, um Meinungen, Vorschläge und Bemerkungen zu den Vorschlägen der Arbeitsgruppe zu sammeln. Die Vernehmlassungsperiode erstreckte sich auf die Monate November und Dezember 2004.

Ein Fragebogen, den das Amt erarbeitet hatte und der auch auf der Internetsite der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport zur Verfügung stand, behandelte in 24 Punkten alle Fragen, die es zu den Vorschlägen der Arbeitsgruppe gab. Er wurde so verfasst, dass die Meinung der betroffenen Lehrkräfte zu den Vorschlägen, die ihre Unterrichtsstufe betraf, sowie die Meinungen aller Befragten zu ebendiesen Fragen am Ende der Vernehmlassung vorlagen. Jede Lehrkraft, die den Fragebogen beantwortete, war deshalb aufgefordert worden, ihre Unterrichtsstufe anzugeben; auch die übrigen Instanzen oder Kommissionen gaben ihre Eigenschaft an.

3.2 Präsentation der Ergebnisse und Qualitätskontrolle

Die Verarbeitung der Daten durch das FOA/SEnOF erfolgte unter steter Bemühung um Berücksichtigung der Bemerkungen der Befragten darum, dass ihre Meinung auf deskriptiver Ebene zum Ausdruck kam, wobei die quantitativ markantesten Ergebnisse hervorgehoben wurden.

Der Bericht, der mit seinen zehn Vorschlägen in Vernehmlassung war, ist beim Lehrkörper und allgemein bei den schulischen Kreisen auf Interesse gestossen. Über 1000 Fragebogen wurden ausgefüllt und ans Amt zurückgeschickt. Die Meinungen, die auf einer fünfstufigen Skala von «absolut» bis «überhaupt nicht» basierten, wurden sehr oft durch Argumente erweitert, insbesondere von den Lehrkräften, die sich als Ausübende Fragen zur Machbarkeit der Vorschläge stellten. Die befragten Organe und Kommissionen haben ihre Meinung ebenfalls mit zahlreichen Kommentaren ausgedrückt, aus denen die stete Bemühung um die richtige Wahl aufscheint. Insgesamt illustrieren, ergänzen und nuancieren über 5500 Kommentare den Zustimmungsgrad der Antwortenden.

Die detaillierte Aufstellung dieser Meinungen erforderte viel Zeit, mehr als für eine simple quantitative Zusammenzählung der Meinungen erforderlich gewesen wäre; es ist aber auch eine wertvolle Summe von Informationen, die jederzeit konsultiert werden kann, insbesondere auch, wenn das Profil und die Prioritäten der Schule, wie wir sie heute leben, neu definiert und aktualisiert werden müssen.

Für die quantitative und qualitative Untersuchung wurde das Zentrum für Hochschuldidaktik, neue Technologien und Unterricht der Universität Freiburg beigezogen. Assistenzprofessorin Bernadette Charlier hat den wissenschaftlichen Teil des zusammenfassenden Berichts besorgt. Sie hat die Sammlung, Verarbeitung und Auswertung der Daten aus der Vernehmlassung evaluiert. Der zusammenfassende Bericht zuhanden der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport wurde im Juni 2005 gutgeheissen; die Auswertung wurde als angemessen beurteilt und die Qualität des zusammenfassenden Berichts hervorgehoben.

3.3 Ergebnisse der Vernehmlassung

3.3.1 Zwei starke Momente der Vernehmlassung

Die Beurteilungsaufgaben, wie sie im Bericht festgelegt werden, sowie die hauptsächlich Funktionen, die hervorgehoben wurden, stiessen bei allen Befragten auf Zustimmung. Sie stimmen damit der Idee einer Beurteilung zu, die für das Lernen eine Hilfe und Unterstützung ist und durch regelmässige Bilanzen ermöglicht, dass die Akteure des schulischen Lebens und die externen Partner, zu denen auch die Eltern gehören, informiert werden.

Die Artikulierung von zwei starken Momenten, die daraus hervorgehen, der erste, der sich mit der formativen Beurteilung auf die Beurteilung der Lernfortschritte konzentriert (Beurteilungen), und der zweite betreffend die Kenntnisse und Kompetenzen durch die summative Beurteilung (Noten), wird insgesamt von den Lehrkräften und den befragten Instanzen gutgeheissen. Tatsächlich ist es jedoch ein «Ja, aber», denn die Lehrkräfte machen recht viele Bemerkungen und drücken damit ihre Vorbehalte oder manchmal sogar Befürchtungen bezüglich der Machbarkeit aus. Sie erwähnen den Zeitmangel, die Klassenbestände und die Notwendigkeit einer genauen Organisation, um diese zwei Momente sinnvoll artikulieren zu können.

3.3.2 Welcher Beurteilungstyp ist nach Momenten oder Schulstufen zu bevorzugen?

Die nach Schulstufen unterschiedliche formative oder summative Artikulierung, die Unterschiede der kleineren gegenüber den grösseren Schülerinnen und Schülern berücksichtigt, wird durchschnittlich zu 80% von den Lehrkräften gutgeheissen. Einige Instanzen sind hingegen überhaupt nicht mit dieser Unterscheidung einverstanden, weil einigen Schülerinnen und Schülern ihrer Meinung nach in allen Stufen genügend Zeit zum Lernen eingeräumt werden muss.

Die Organisation in Zyklen, bei denen es in drei Semestern Beurteilungen (der Schwerpunkt liegt bei den Lernfortschritten) und ein viertes Semester mit Noten (Schwerpunkt bei den Kenntnissen und Kompetenzen) gibt, wird für den Zyklus 1. und 2. Klasse gutgeheissen, doch von den Lehrpersonen aller Stufen mit mehr Vorbehalten für den Zyklus 3. und 4. Klasse. Beim Zyklus, der

sie selber betrifft, stimmen die Lehrkräfte der 1. und 2. Klasse dem Vorschlag der Arbeitsgruppe zu 82,9% zu; diejenigen des Zyklus 3. und 4. Klasse stimmen zu 49,8% zu, während es für 9,2% keine Rolle spielt und 40,1% den Vorschlag ablehnen. Von der 2. Klasse bis zur OS gibt es unter den Lehrkräften, die diesen Vorschlag ablehnen, eine recht grosse Zahl, die die Noten als notwendig erachten und meinen, sie sollten früher eingeführt werden.

Beim Zyklus 5. und 6. Klasse wurde dem Szenario, das im 1. Semester Beurteilungen und in den drei weiteren Noten vorsieht (Szenario A), die Präferenz gegeben. Das Szenario B, bei dem in der 5. Klasse Beurteilungen und in beiden Semestern der 6. Klasse Noten vorgesehen sind, wurde zu rund 70% und damit klar abgelehnt. Die hauptsächlich betroffenen Lehrkräfte, diejenigen der 5. und 6. Klasse, befürworten Szenario A zu 51,4% und lehnen Szenario B zu 85,1% ab. Hier sei erwähnt, dass viele Lehrkräfte aller Stufen gemischt, einschliesslich 5. und 6. Klasse, Noten in jedem Semester des Zyklus 5. und 6. Klasse fordern. Bei den befragten Instanzen befürworten die Konferenz der OS-Direktorinnen und OS-Direktoren (CDCO) und die Rektorenkonferenz der kantonalen Kollegien (CORECOFR) Szenario A. Die Conférence des inspecteurs francophones (CIR) und die Pädagogische Hochschule (PH) haben hingegen Szenario B gewählt, bei dem es für zwei Semester mit Beurteilungen um die Lernfortschritte geht, und dann für zwei weitere mit Noten um die Beherrschung der Kompetenzen. Die CIR bedauert, dass es keine Option C mit drei identischen Zyklen für die Primarschule gibt.

Die Lehrkräfte aller Stufen stimmen dem Vorschlag betreffend OS zu (Beurteilungen zur Semesterhälfte sowie Semester- und Jahresnoten), allerdings mit vielen Vorbehalten. Die hauptsächlich betroffenen OS-Lehrkräfte sind zu 47,7% dafür, für 7,5% spielt es keine Rolle und 44,7% sind dagegen.

3.3.3 Noten zusammen mit Beurteilungen

Der Mitteilungsform mit Noten und Beurteilungen nach einer gleichen vierstufigen Skala wurde von den Lehrkräften des Kindergartens bis zu den Lehrkräften der 6. Klasse breit zugestimmt und etwas weniger stark von den OS-Lehrkräften. Die übrigen Befragten äusserten Vorbehalte wegen einer möglichen Zweideutigkeit, wenn für die Lernfortschritte und die Beherrschung der Kompetenzen die gleiche Skala verwendet wird. Eine vierstufige Skala wird hingegen als präziser, sprechender und nuancierter empfunden.

Die Verwendung einer Notenskala von 6 bis 3 in der Primarschule wurde von allen Befragten, ausser den OS-Lehrkräften, gutgeheissen. Der gleiche Vorschlag bei der OS wurde ebenfalls von einem Teil der Befragten akzeptiert; die hauptsächlich betroffenen OS-Lehrkräfte, die Konferenz der OS-Direktorinnen und OS-Direktoren und die Rektorenkonferenz der kantonalen Kollegien sind jedoch dagegen und ziehen die Nutzung der ganzen Notenskala vor.

Der Ausdruck der Noten in ganzen und halben Punkten in der Primarschule wurde von allen Befragten ausser von den OS-Lehrkräften gutgeheissen. Der gleiche Vorschlag für die OS wurde ebenfalls von allen Befragten ausser den hauptsächlich betroffenen OS-Lehrkräften akzeptiert, von denen 71,4% ihn ablehnten.

Die Formulierung einer gewichteten Gesamtnote zum Ende der 2. und 4. Klasse, in den benoteten Semestern der

5. und 6. Klasse und zum Ende der 6. Klasse wurde gutgeheissen. Auch wenn alle Befragten diesen Vorschlag gutheissen, haben die Lehrkräfte doch ziemlich viele Vorbehalte bezüglich der Machbarkeit. Sie sprechen die Subjektivität der Gewichtung und den Aspekt ihrer Anfechtung, insbesondere durch die Eltern, an. Die Formulierung eines gewichteten Durchschnitts innerhalb eines Faches von einem halben Punkt am Ende jedes OS-Semesters wurde akzeptiert, ausser von den hauptsächlich betroffenen OS-Lehrkräften, der Conférence des inspecteurs/trices romands und der Pädagogischen Hochschule. Die Ablehnung erfolgte aus unterschiedlichen Gründen: während die CIR und die PH für Kohärenz in der obligatorischen Schule sind und deshalb in der OS wie in der Primarschule eine gewichtete Gesamtnote möchten, lehnen die OS-Lehrkräfte den gewichteten Durchschnitt ab, weil er ihnen diskutierbar und unzuverlässig erscheint und sie lieber wie bisher weiterfahren wollen.

4. STELLUNG DES STAATSRATS

4.1 Worum es geht

Der Staatsrat weiss, wie wichtig die schulische Beurteilung ist und was alles damit zusammenhängt. Er weist insbesondere darauf hin, dass das Erziehungssystem alle Schülerinnen und Schüler am Ende ihrer Schulpflicht zu einem ihrem Potential entsprechenden grossen und breit gefächerten Wissen führen kann sowie auf die Notwendigkeit, mit den Eltern und der Gesellschaft im weitesten Sinne in einem qualitativ hoch stehenden Dialog zu stehen. Wenn es um die Beurteilung der schulischen Kenntnisse geht, dann geht es auch um die Lernbedingungen und ganz direkt um einen guten Betrieb des Erziehungssystems.

In seiner Untersuchung hat der Staatsrat Kenntnis genommen von den Schritten, die seit den 1990er-Jahren auf den verschiedenen Schulstufen unternommen worden sind. Heute berücksichtigt er die Reflexionen und die Vorschläge der Arbeitsgruppe sowie die Ergebnisse der breiten Vernehmlassung, die im Schuljahr 2004/05 erfolgt war. Der Staatsrat berücksichtigt auch die neuere Entwicklung in der Beurteilungsfrage in den Nachbarkantonen, die ebenfalls mit einer Grundsatzdebatte auf diesem Gebiet befasst sind; er hat die von ihnen gewählten Schritte und Ausrichtungen interessiert mitverfolgt.

4.2 Grundprinzipien

Zunächst einmal stellt sich der Staatsrat hinter die Zielsetzung, wonach die schulische Beurteilung zugunsten des Wissenserwerbs der Schülerinnen und Schüler konzipiert sein sollte. Zur Erreichung dieses Ziels ist es sinnvoll, wenn eine Doppelfunktion der Beurteilung unterstützt wird:

- Die erste dient dazu, das Lernen zu leiten oder zu verbreitern; sie beschreibt den Fortschritt in Bezug auf das bereits vorhandene Wissen, hält aber auch die Lücken, die Unzulänglichkeiten und zu korrigierenden Fehler fest. Das ist die Phase der Übungen und des «Trial and Error»; sie hat Dauercharakter, dehnt sich auf das ganze Schuljahr aus und betrifft den gesamten Wissenserwerb. Die für diese Periode geeignete Beurteilung wird als formativ bezeichnet; sie wird den Schülerinnen und Schülern in Kommentaren, Anmer-

kungen oder einer Übersicht über die Fortschritte mitgeteilt.

- Die zweite ist eine Art Bilanz. Es ist die Phase, in der am Ende einer Periode oder einer Lernsequenz ein Abbild des Wissens erstellt wird. Sie ist charakterisiert durch ihren punktuellen Aspekt: die geeignete Beurteilung für diesen Vorgang wird summativ genannt; der Erwerb der Kenntnisse und Kompetenzen wird entweder in Beurteilungen oder in Noten (siehe weiter unten) ausgedrückt. Die Resultate aus diesen Beurteilungen werden entweder in den Semesterbilanzen, den Zyklus- oder den Jahresendbilanzen integriert. Letztere werden zertifikativ genannt und sind als solche entscheidend für die Promotion in den nächsten Zyklus oder ins nächste Jahr.

Der Staatsrat betont anschliessend die absolute Notwendigkeit von klaren, einfachen und genauen und somit für die Eltern oder schulexternen Instanzen, die mit schulischen Resultaten in Berührung kommen, leicht verständlichen Mitteilungsformen. Schliesslich ist die Beurteilung eine Massnahme, die sich auf explizite und den Schülerinnen und Schülern genau bekannte Kriterien stützt. Ob es sich um eine Note (in Zahlen ausgedrückt) oder eine Beurteilung (in Worten ausgedrückt) handelt, die Skala der Ergebniserlangungsstufen muss jede Form der Unklarheit oder der Interpretation ausschliessen.

Der Staatsrat besteht auf der Wichtigkeit einer regelmässigen Beurteilung der Schülerarbeit und bezieht sich diesbezüglich auf das Schulgesetz (SchG Art. 38¹). Diese Regelmässigkeit der Beurteilungshandlung ermöglicht eine echte Unterstützung der Lernschritte der Schülerinnen und Schüler und eine gute Information der Eltern. Für eine gleichberechtigte Schülerinnen- und Schülerbeurteilung erwartet der Staatsrat, dass die kantonalen Prüfungen während der Schulzeit organisiert werden.

Nur mit einer strikten und damit professionellen Gangart ist die Glaubwürdigkeit der Beurteilungspraxis und auf längere Sicht des Erziehungssystems als Ganzes gewährleistet. Dies ist heute umso wichtiger, als unter dem Druck der Wirtschaft verschiedene Dispositive des Typs «Basis Check» geschaffen werden, die dazu dienen sollen, die Qualität der schulischen Beurteilung in Frage zu stellen.

4.3 Umsetzung

Gemäss den hier erwähnten Grundsätzen und gemäss Artikel 38 und 39 SchG und 62 RSchG und angesichts der laufenden Gesetzes- und Reglementsrevision

- a) bestätigt der Staatsrat die Organisation der Primarschule in 3 Zweijahreszyklen: 1. und 2. Klasse; 3. und 4. Klasse und 5. und 6. Klasse;
- b) fügt er den Kindergarten zum ersten Zyklus 1. und 2. Klasse hinzu, die zusammen eine Einheit bilden, für die noch eine Bezeichnung gefunden werden muss;
- c) legt er die Mitteilungsform für die Beurteilung wie folgt fest:
 - Kindergarten: nur Beurteilungen;
 - Zyklen 1. und 2. Klasse und 3. und 4. Klasse: in den ersten drei Semestern gibt es Beurteilungen über die Zielerreichung; im 4. Semester gibt es Noten;
 - Zyklus 5. und 6. Klasse: in jedem Semester gibt es Noten;

- Orientierungsschule: in jedem Semester gibt es Noten.

Die Beurteilungsskala umfasst fünf Niveaus oder Stufen: Ziel sehr gut erreicht (entspricht den Noten 5,5 und 6), Ziel erreicht (Note 5), Ziel teilweise erreicht (Note 4,5), Ziel knapp erreicht (Note 4), Ziel nicht erreicht (Note 3,5 und 3). Gemäss Artikel 62 RSchG können die Noten geteilt werden. In der Primarschule geht die Notenskala von 3 bis 6; in der OS wird die ganze Skala verwendet (Art. 62 RSchG1).

Wie im Schulgesetz und im Schulreglement vorgesehen (Art. 38 SchG, Art. 62 und 63 RSchG) beauftragt der Staatsrat die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport mit dem Erlass der Bestimmungen:

- über die genauen Modalitäten der Lernführung;
- über die Promotions- und Orientierungsbedingungen.

Somit fordert der Staatsrat die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport dazu auf, das betreffend die Einführung des neuen Schulzeugnisses in der 5. und 6. Klasse be-

schlossene Moratorium aufzuheben. Die hier für den französischsprachigen Kantonsteil präsentierten Bestimmungen stimmen weitestgehend mit den in Deutschfreiburg angewandten Bestimmungen überein. Nur der Ansatz der Zweijahreszyklen für die ersten Schuljahre – anstatt Schuljahre – unterscheidet sie von ihnen und zeugt in diesem Sinne von einer Praxiskultur, die sich im vergangenen Jahrzehnt in der einzelnen Sprachregion herausgebildet hat. Diesen Unterschied gibt es auch im ersten Semester der 5. Klasse.

Der Staatsrat ist der Meinung, mit diesen Bestimmungen das Postulat Jean Deschenaux und Isabelle Joye, mit dem die Erhaltung der Noten in der Primarschule verlangt wird, beantwortet zu haben.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.
